

Idées/

**«Mettre systématiquement l'accent sur la race néglige les appartenances multiples des individus»**

Recueilli par Thibaut Sardier

***Avec l'historien Gérard Noiriel, le sociologue Stéphane Beaud met en garde contre une explication de la société basée essentiellement sur les notions de race et de genre. Les appartenances sont multiples, et notamment sociales.***

Au fond, sont-ils si opposés que ça ? D'un côté, les chercheurs intersectionnel·le·s forment une «jeune génération» dans le monde des sciences humaines et sociales. Inspirés par des travaux anglo-saxons, ils appellent à étudier les identités individuelles et collectives en prenant en compte une multiplicité de critères, à commencer par le genre et la «race». Face à eux, une bonne partie de leurs aînés se revendiquent d'une tradition française tendance universaliste et craignent que l'intersectionnalité ne vienne à alimenter une vision communautariste de la société et néglige la question sociale. Dans les deux camps, on entend dire qu'une analyse sérieuse ne peut reposer que sur la diversité des critères d'analyse. Reste à s'accorder sur ceux qui priment. Et c'est bien le problème.

Le sociologue Stéphane Beaud et l'historien Gérard Noiriel ont tous les deux travaillé à la fois sur la question sociale et le monde ouvrier en France, ainsi que sur l'immigration et le racisme. De quoi ménager la chèvre universaliste et le chou intersectionnel ? Pas tout à fait, car leur livre *Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie (Agone)*, qui pointe l'actuelle prépondérance de la «lutte des races» sur la «lutte des classes», est une critique assumée des approches intersectionnelles. L'ouvrage commence par une approche historique, moins centrée sur la colonisation que sur la vie politique et intellectuelle en métropole, dans laquelle Gérard Noiriel montre que la «question raciale» a principalement été mobilisée par la droite pour faire diversion face à l'urgence de la question sociale portée par la gauche. Cette histoire longue est bouleversée par le «grand retournement des années 80» : «A l'hégémonie [ ] de la gauche dénonçant surtout les inégalités sociales succède alors celle de la droite focalisée [ ] sur l'identité nationale. Le déclin des luttes sociales et l'impuissance de la gauche de gouvernement face à la montée du chômage ont favorisé le retour en force des logiques identitaires.» L'illustration en est donnée dans la seconde partie du livre. Stéphane Beaud analyse par le menu l'affaire des «quotas raciaux» déclenchée en 2011 par la publication dans Mediapart des extraits d'une réunion entre des dirigeants du foot français. «Pour les plus hautes instances du foot français, [ ] il y a trop de Noirs, trop d'Arabes et pas assez de Blancs», accusait alors le journal. Or, selon Stéphane Beaud, une analyse minutieuse des verbatim permet de contredire cette interprétation conduisant à des accusations de racisme, preuve que les analyses en termes de race sont insuffisantes voire trompeuses. En se concentrant sur la «question raciale», Noiriel et Beaud entendent démontrer que la place grandissante des approches inter-sectionnelles joue au détriment des approches en termes de lutte des classes. Mais est-ce si évident ? C'est la question que nous avons posée

à Stéphane Beaud, espérant trouver avec lui des pistes pour une réconciliation de ces approches qui pourraient être complémentaires.

*Des gilets jaunes à la crise post- Covid, la question sociale semble très présente dans le débat public et scientifique. A-t-elle vraiment été supplantée par les approches intersectionnelles ?*

La mobilisation des gilets jaunes est importante car elle a permis de remettre la question des classes à l'agenda après une décennie de «bascule» en faveur des approches dites «intersectionnelles». Venu de travaux universitaires d'Amérique du Nord, ce courant connaît un grand succès chez les jeunes chercheurs français et s'accompagne de débats médiatico-politiques récurrents sur la question raciale et le racisme dans des domaines aussi variés que le sport, le théâtre, la musique, le cinéma. Nous comprenons que la «race» soit mobilisée et mise au premier plan pour des raisons politiques, mais nous plaçons, dans les sciences sociales, pour la combinaison raisonnée et contextualisée d'autres facteurs explicatifs. Cette attention à différents critères ne fait-elle pas de vous des «intersectionnels» ? Je pense que l'analyse sociologique est par essence intersectionnaliste, et qu'il y a donc sans doute plus d'accords qu'on ne le pense entre nous et les tenants de ces approches. Notre désaccord de fond avec ces chercheurs et ces chercheuses tient à leur manière de mettre systématiquement l'accent sur la variable de race dans l'analyse des phénomènes sociaux, négligeant de fait la question des appartenances multiples des individus.

*Genre, race, classe Comment choisir les catégories pertinentes pour analyser un groupe social ?*

Lorsque vous menez une enquête de terrain, la réponse dépend de ce que vous étudiez. Je vais prendre l'exemple de mon enquête sur les huit enfants de la famille Belhoumi dont les parents ont émigré d'Algérie dans les années 70 (1). Pour les deux sœurs aînées, nées en 1970 et 1973, la construction de leur identité ne s'est pas traduite par l'affirmation de leurs racines algériennes ou par des éléments de type racial. En revanche, la revendication identitaire («algérienne», «musulmane») apparaît chez le frère aîné, au parcours difficile entre échec scolaire et prison, et certaines sœurs cadettes, nées entre 1983 et 1986. Pour l'expliquer, il faut utiliser des catégories d'analyses variées dont certaines sont liées à la «question raciale». La question se pose différemment lorsqu'on ne parle plus d'enquête de terrain mais de statistiques. Le risque des statistiques ethniques est d'imposer aux personnes enquêtées l'inscription dans une catégorie fondée sur la couleur de peau alors que la plupart peuvent ne pas s'y retrouver. Les chercheurs bénéficient par ailleurs de nombreuses possibilités pour interroger les catégories d'«appartenance raciale». Je pense aux enquêtes de statistique publique comme l'«Enquête emploi» de l'Insee ou aux enquêtes autonomes comme celle de Fabien Jobard et René Lévy sur les contrôles de police. Ils ont montré comment l'apparence physique des personnes contrôlées, tant la couleur de peau que le vêtement porté (la capuche), apparaît comme déterminante et renforce le sentiment de discrimination raciale.

*Qu'en est-il lorsqu'un mouvement comme Black Lives Matter fait de la racialisation une question prioritaire ?*

Les interventions de la police en France sont de plus en plus violentes, parfois meurtrières. Cela rend compréhensible l'importance des mobilisations antiracistes sur

ce thème. Il importe toutefois de revenir sur la question essentielle des porte-parole des groupes mobilisés et sur la façon dont les thèmes qu'ils développent sont reçus, discutés, et acceptés ou non par la base militante. On voit émerger une série de personnes, souvent des femmes, qui ont suivi des études supérieures (mais rarement en sciences sociales) et découvert les approches intersectionnelles au fil de leur parcours intellectuel. Leur engagement militant et leurs discours sont marqués par cette pensée, qui constitue pour elles un prisme d'analyse pertinent. Mais peut-être n'est-il pas le seul possible pour décrire les situations vécues par les personnes qui soutiennent ces mouvements.

*Vous utilisez dans le livre l'expression «fatras racialisant» pour analyser l'impact médiatique de certaines affaires de racisme. Qu'entendez-vous par là ?*

Je me suis autorisé cette formulation pour souligner l'emballage médiatique de «l'affaire des quotas» qui a secoué le monde du football français en 2011. Le scoop de Mediapart, titré «Foot français : les dirigeants veulent moins de Noirs et d'Arabes», traduit en termes raciaux des propos qui avaient trait à la seule question des joueurs «binationaux». A l'époque, cette grille de lecture raciale a été peu remise en cause, d'où l'importance de comprendre en détail cette énigme pour amorcer un vrai débat entre journalistes et sociologues. On en a impérativement besoin aujourd'hui sur cette question.

*Vous expliquez que le mot «Black», employé à l'époque par Laurent Blanc, n'est pas raciste. Est-ce si sûr ?*

Il y a divers usages sociaux du mot «Black» dans le football. Dans une équipe, il ne désigne pas forcément l'ensemble des joueurs noirs, mais plutôt un groupe de personnes considérées comme ayant tendance à contester les règles établies. Plus généralement, le préjugé raciste ne doit pas être confondu avec le racisme. Lui seul vise à offenser l'autre pour affirmer sa supériorité de race, comme l'a finement analysé l'essayiste Albert Memmi. En confondant les deux, on saute vite à la conclusion que le football français serait tout entier «raciste», oubliant que le sport est aussi un vecteur d'intégration. Sur la question raciale, je pense que la sociologie doit s'intéresser non seulement aux individus, mais aussi aux institutions qui les encadrent. Car nos identités sont aussi produites par les institutions, qu'elles soient scolaires, professionnelles, sportives, culturelles, etc. C'est le grand apport de la sociologie d'Emile Durkheim, et sans doute l'un des angles morts des approches intersectionnelles.

*Cette approche existe tout de même dans des travaux qui pointent un racisme structurel dans des institutions comme la police ou l'armée.*

Qu'il y ait des comportements racistes dans la police n'est pas niable et la longue histoire du racisme dans la police a été bien documentée par les historiens, notamment Emmanuel Blanchard. De là à affirmer l'existence d'un «racisme structurel», je serais plus prudent. La situation n'est sans doute pas homogène. Il faudrait enquêter sur les modalités actuelles du travail policier et sur sa difficulté croissante. De telles enquêtes permettraient aussi d'analyser les raisons qui ont conduit près de 50 % des policiers votants à accorder leurs suffrages à l'extrême droite aux dernières élections présidentielles. Est-ce un effet de leur socialisation professionnelle ? A travers leurs expériences dans les banlieues des grandes métropoles où s'est opérée la concentration

des fractions de classes paupérisées, bon nombre de ces policiers vont être conduits à racialiser leur vision du monde à force d'être confrontés à la minorité des descendants d'immigrés engagés dans la délinquance. Etablir ce constat n'empêche pas de considérer qu'il faut aujourd'hui impérativement affronter cette question essentielle de la police républicaine, en particulier le dérèglement des rapports entre les jeunes et la police ainsi que les dérives tragiques et racistes dont des gens comme Michel Zecler ont été victimes.

*En début de semaine, Gérald Darmanin s'inquiétait du développement d'une vision communautariste de la société : «Une partie de l'intelligentsia française ne [défend] plus l'idée de ce qu'est la France.» Etes-vous d'accord ?*

C'est de la pure polémique politique, inutile d'y insister. Toute la difficulté de notre position tient à ce que nous sommes placés sur une ligne de crête entre deux camps : d'un côté, on nous reproche de méconnaître la violence qui est faite aux minorités raciales quand nous mettons en garde contre la survalorisation de la «race» dans l'analyse sociologique ; de l'autre, nous sommes récupérés par une forme d'universalisme qui tend souvent à sous-estimer les questions de discrimination et de racisme.?

(1) La France des Belhoumi, la Découverte.

Stéphane Beaud et Gérard Noiriel Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie Agone, 448 pp., 28 €.

«Nous ne sommes pas seulement la résultante de parcours individuels. Nos identités sont aussi produites par les institutions scolaires, professionnelles, etc.»

### **Illustration(s) :**

DR

Stéphane Beaud et Gérard Noiriel Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie Agone, 448 pp., 28 €.

Photo Stéphane Lagoutte. Myop